

Quand l'Université confond OPA et missions premières

En France, l'enseignement supérieur dans les domaines des sciences et techniques (y compris les sciences de gestion et les techniques de management) est organisé en deux filières dont l'une, celle des grandes écoles et des classes préparatoires, repose sur une sélection explicite après le baccalauréat et les concours. Les grandes écoles constituent ainsi un dispositif de formation fondé sur une logique d'intégration des connaissances et de cohérence des cursus sur cinq années après le baccalauréat, les deux premières années pouvant être mises en commun au sein des classes préparatoires. Faut-il insister sur les preuves de la qualité du système des grandes écoles consacrées de façon évidente par le marché : employabilité immédiate des diplômés, faible taux de chômeurs, rayonnement des cadres formés « à la française » dans les sociétés multinationales qui savent très bien où recruter de très bons collaborateurs pour des postes de haute responsabilité ?

Les universités ont cependant tendance, ces derniers temps, à présenter les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE) comme un système organisé pour leur confisquer des jeunes de qualité à qui elles n'apporteraient aucune valeur ajoutée. Dans son discours d'ouverture du dernier colloque annuel de la Conférence des Présidents d'Universités (CPU), le premier vice-président s'interrogeait en effet sur « quelles mesures proposer pour favoriser un fort rapprochement des CPGE avec les universités pour arriver, à terme, à leur intégration comme composantes d'universités ? » et ajoutait « il n'est pas normal que les étudiants de classes préparatoires ne connaissent pas le monde universitaire et ne soient pas confrontés à la recherche ».

Notons qu'il est intellectuellement savoureux d'entendre la même personne prétendre à quelques semaines d'intervalle que le parcours CPGE → Grandes Écoles confisquerait les meilleurs élèves et qu'il souffrirait d'une discrimination sociale grave, que ne connaîtrait pas l'Université. S'il est exact que les enfants des cadres et professions intellectuelles supérieures représentent un pourcentage important des élèves des grandes écoles, ce phénomène est aussi présent, dans une moindre mesure, dans les troisièmes cycles universitaires. Par ailleurs, si on considère l'encadrement en général, on arrive dans les grandes écoles et les troisièmes cycles universitaires au même niveau de représentation (72%). En outre, l'affirmation du premier vice-président signifierait que les étudiants de qualité ne peuvent appartenir qu'aux catégories socioprofessionnelles élevées. Faut-il comprendre que l'Université ne partage plus l'ambition nationale de promotion sociale ? À l'heure où les grandes écoles sont convaincues de la nécessité de favoriser l'épanouissement de tous les talents, où elles sont parfaitement conscientes du rôle fondamental qu'elles doivent jouer pour faciliter l'accès des catégories socioprofessionnelles les plus modestes aux formations les plus prestigieuses, et où l'ouverture sociale de l'enseignement supérieur est le premier enjeu de société énoncé dans le document de stratégie générale de la Conférence des Grandes Écoles rendu public le 21 septembre 2004 !

Chacun constate que, plutôt que de choisir un cursus qui, selon les universitaires, leur garantirait une grande diversité de parcours et une rencontre déterminante avec la recherche, seule garante de l'innovation, les jeunes préfèrent opter pour un

chemin qui monte durement vers les épreuves des concours et l'intégration dans les grandes écoles. Ce comportement d'une part significative des jeunes bacheliers démontre une connaissance certaine des réalités socio-économiques et de l'employabilité des différentes formations.

L'argument de poids concernant l'intégration des CPGE dans les universités est le contact avec la recherche qui existerait en premier cycle universitaire, les cours étant assurés par des enseignants-chercheurs. Aujourd'hui les professeurs de classes préparatoires se consacrent exclusivement à l'enseignement, avec un dévouement qui fait l'admiration de tous, et sont recrutés, pour près de 70% d'entre eux, parmi les jeunes agrégés qui ont poursuivi des travaux de recherche et obtenu leur doctorat. En outre, le goût de l'effort et la capacité de travail acquis par les étudiants de CPGE au contact de ces pédagogues remarquables, alliés à des programmes conçus pour donner un socle important de connaissances scientifiques sont reconnus par les recruteurs comme garantissant l'absence de lacunes sérieuses et constituant un fondement fiable pour la carrière du futur cadre supérieur. Vouloir véritablement exposer les étudiants de premier cycle à la recherche est en effet une douce plaisanterie et, dans la plupart des pays du monde, ces premières années d'enseignement supérieur sont consacrées à l'acquisition de savoirs de base académiques. Dans les plus grandes universités internationales, les meilleurs enseignants de premier cycle sont ceux intéressés par les synthèses renouvelées de connaissances, donnant à cette fonction d'intégration une vraie dimension de recherche pédagogique ; c'est le profil fréquent des professeurs de classes préparatoires.

Par ailleurs, les universités doivent faire en sorte que les cours, et principalement ceux de premier cycle, ne soient pas vécus par les enseignants comme les éloignant de la seule tâche noble, à savoir celle de la participation à la recherche, qui conditionne exclusivement leur avancement. Mais l'important n'est-il pas que ces enseignants-chercheurs communiquent à leurs élèves passion, curiosité et soif de l'inconnu ? Le problème est qu'à regarder vivre les jeunes chercheurs, les élèves comprennent vite que ce métier qui pourrait être si passionnant est en fait englué dans une dérive en cléricature, qui ne fait appel ni à la passion, ni à l'attrait de l'inconnu ; que les jeunes chercheurs partent à l'étranger non pas pour rejoindre une équipe travaillant sur un sujet passionnant, mais parce que la mention "USA" valorise leur CV ; qu'ils soignent les réseaux de façon à étendre leur notoriété ; qu'ils quittent le plus rapidement possible les salles de cours pour retourner dans les laboratoires du Dieu Recherche.

Quand on connaît le combat incessant des IUT pour que les équipes pédagogiques soient constituées, que la professionnalisation soit honorée et que les relations avec le milieu socio-économique existent, il est étonnant de voir le premier vice-président de la CPU tenter d'attirer les CPGE en leur faisant miroiter le sort de ces instituts. Faut-il rappeler les garde-fous qui ont dû être dressés ? Les commissions pédagogiques de recrutement, le fléchage des moyens, l'existence d'un conseil d'administration propre, etc. ? Faut-il évoquer le mépris parfois affiché par les collègues de l'université pour ceux qui travaillent en IUT comme on travaille dans la cale ?

À moins d'une refonte totale des statuts qui permettraient aux formations professionnalisées de vivre avec réactivité leur mission au sein des universités, il n'y a aucune raison pour priver la France de ce qui est déjà, mais pourrait être davantage, son avant-garde en matière d'enseignement supérieur. Les expériences pédagogiques, technologiques et institutionnelles des grandes écoles, qui par leur taille moyenne ont souvent la liberté d'inventer des solutions originales, sont à la disposition de tous ceux qui, **sans idéologie**, veulent s'engager dans des démarches de partage de bonnes pratiques. Filières d'excellence intégrées du baccalauréat au master, les grandes écoles françaises constituent en effet une référence enviée par nos collègues européens pour la capacité de leurs étudiants à associer, à un âge précoce, des éléments de culture générale pluridisciplinaire et une aptitude à intégrer des connaissances académiques et des compétences professionnelles.

Dans le contexte national actuel de l'enseignement supérieur et de la recherche qui ressemble davantage à une effervescence de panique qu'à une organisation stratégique, et où le politique suit beaucoup trop le technocrate, la sagesse conseille de ne pas toucher à ce qui fonctionne en faveur de ce qui fonctionnera peut-être et de reconnaître que la construction responsable d'un dispositif d'enseignement supérieur et de recherche articulé autour des Grandes Ecoles et des Universités ne pourra se faire sans une concertation réelle entre les partenaires dans le respect de leurs spécificités et de leurs cultures. L'originalité du continuum CPGE → Grandes Écoles est en effet un facteur clef de compétitivité de nos ingénieurs et de nos managers, alors que les coûts par étudiant de ces formations sont très faibles par rapport à nos concurrents internationaux.

22 mars 2005

Christian MARGARIA
Président de la Conférence des Grandes Ecoles
Directeur de l'INT